

Criminologie (fiche nationale)

RNCP37551 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g, 344, 344t
Formacode(s)	14297, 13219, 42854, 31025
Code(s) ROME	K2502, M1802, K1704, H1302, M1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/08/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS · SIRET : 19753471200017

Partenaires habilités

16 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 16 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASSOCIATION DE GESTION DU CNAM DE MARTINIQUE	39064039900015	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CNAM EN REGION OCCITANIE	49189213900016	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE DES ARTS ET METIERS	34896746400028	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS DE LA REUNION	44338132200025	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS EN GUADELOUPE	39174243400015	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATION DES ARTS ET METIERS AUVERGNE-RHONE-ALPES	44320628900045	Former et organiser l'évaluation
CNAM BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	34022316300023	Former et organiser l'évaluation
CNAM BRETAGNE - AGCNAM	43411361900119	Former et organiser l'évaluation
CNAM CENTRE-VAL DE LOIRE - AGCNAM	44911357000013	Former et organiser l'évaluation
CNAM GRAND EST	82304134800017	Former et organiser l'évaluation

Liste complète des 16 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rncp37551-criminologie-fiche-nationale/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Analyse, dans une perspective mondialisée, des phénomènes criminels et des causes à l'origine des processus des délits, des crimes et de la délinquance.
- Élaboration des stratégies pour lutter contre les problématiques criminelles d'une organisation dans une approche géopolitique globale.
- Définition et conception des politiques des pouvoirs publics et coordination des actions de l'État dans les services des institutions étatiques (ministère de la justice, ministère de l'intérieur, délégation interministérielle à la ville...), régionales (Conseil régional), départementales (Conseil départemental), municipales (mairies, Conseil de prévention de la délinquance, CCAS...).
- Pilotage d'un plan d'action en matière de terrorisme, cybermenaces, renseignements et gestion des crises d'une organisation.
- Évaluation sociologique, psychologique, économique et juridique des criminels et des phénomènes criminels, suivi et accompagnement des auteurs des actes criminels dans leur insertion ou réinsertion socio-professionnelle.
- Collaboration avec des partenaires (les maisons de justice, les maisons d'accueil, les médecins généralistes, les psychiatres, les hôpitaux...) dans la prise charge juridique et clinique des auteurs et victimes d'infractions.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale

- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques**
- Identifier les causes de passage à l'acte des auteurs délinquants ou criminels en examinant les aspects socio-économiques, juridiques et psychologiques.
 - Collecter et analyser des renseignements afin de rédiger les écrits professionnels en mettant en évidence les mécanismes de la délinquance et de la criminalité, du passage à l'acte.
 - Recueillir et analyser des données générales ou personnelles au secteur concerné à l'aide de statistiques afin d'élaborer un plan d'intervention.
 - Actualiser ses connaissances en matière de droit, de criminologie et de sciences humaines en effectuant une veille juridique et réglementaire afin de prendre en compte et d'intégrer les bonnes pratiques disponibles dans les services concernés.
 - Répondre aux attentes des usagers en prenant en compte les évolutions de l'environnement juridique et social national et européen.
 - Veiller sur les évolutions de son environnement ou écosystème et anticiper les transformations et innovations possibles afin de développer une vision globale : anticiper, posséder une vision systémique, percevoir le contexte et identifier et analyser des problématiques de gestion spécifiques liées à un contexte économique international.
 - Élaborer des plans de sensibilisation, de prévention aux phénomènes liés à la criminologie afin de mettre en place des moyens de protection des personnes et des biens.
 - Élaborer et analyser des politiques pénales en participant à des groupes de travail, des recherche-actions, des colloques afin de capitaliser, de mutualiser des connaissances et les pratiques.
 - Proposer des solutions innovantes aux autorités de tutelle, aux financeurs et aux partenaires en tenant compte des évolutions de l'environnement juridique et social pour répondre à leurs demandes diverses.
 - Piloter ou co-piloter la construction d'une vision stratégique, fixer des objectifs et donner du sens en reconnaissant les enjeux managériaux du déploiement de la stratégie globale de l'organisation et en pilotant la performance de l'organisation.
 - Fédérer et animer les acteurs internes et externes (gouvernance) dans un souci d'éthique afin de développer un réseau (interne et externe) propice au développement stratégique de l'entreprise et articuler la démarche stratégique entre la direction et les différentes unités opérationnelles.
- Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP37551BC01 — Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP37551BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité

d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP37551BC03 — Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP37551BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP37551BC05 — Analyser les phénomènes criminels afin d'en identifier les causes et conséquences

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les causes de passage à l'acte des auteurs délinquants ou criminels en examinant les aspects socio-économiques, juridiques et psychologiques.
- Collecter et analyser des renseignements afin de rédiger les écrits professionnels en mettant en évidence les mécanismes de la délinquance et de la criminalité, du passage à l'acte.
- Recueillir et analyser des données générales ou personnelles au secteur concerné à l'aide de statistiques afin d'élaborer un plan d'intervention.
- Actualiser ses connaissances en matière de droit, de criminologie et de sciences humaines en effectuant une veille juridique et réglementaire afin de prendre en compte et d'intégrer les bonnes pratiques disponibles dans les services concernés.
- Répondre aux attentes des usagers en prenant en compte les évolutions de l'environnement juridique et social national et européen.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP37551BC06 — Élaborer la stratégie de développement de l'organisation appliquée aux problématiques criminelles et intégrant une approche géopolitique et globale

LISTE DE COMPÉTENCES

- Veiller sur les évolutions de son environnement ou écosystème et anticiper les transformations et innovations possibles afin de développer une vision globale : anticiper, posséder une vision systémique, percevoir le contexte et identifier et analyser des problématiques de gestion spécifiques liées à un contexte économique international.
- Élaborer des plans de sensibilisation, de prévention aux phénomènes liés à la criminologie afin de mettre en place des moyens de protection des personnes et des biens.
- Élaborer et analyser des politiques pénales en participant à des groupes de travail, des recherche-actions, des colloques afin de capitaliser, de mutualiser des connaissances et les pratiques.
- Proposer des solutions innovantes aux autorités de tutelle, aux financeurs et aux partenaires en tenant compte des évolutions de l'environnement juridique et social pour répondre à leurs demandes diverses.
- Piloter ou co-piloter la construction d'une vision stratégique, fixer des objectifs et donner du sens en reconnaissant les enjeux managériaux du déploiement de la stratégie globale de l'organisation et en pilotant la performance de l'organisation.
- Fédérer et animer les acteurs internes et externes (gouvernance) dans un souci d'éthique afin de développer un réseau (interne et externe) propice au développement stratégique de l'entreprise et articuler la démarche stratégique entre la direction et les différentes unités opérationnelles.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP37551BC07 — Piloter le plan d'action de l'organisation en matière de terrorisme, cybermenaces, renseignements et gestion des crises

LISTE DE COMPÉTENCES

- Collaborer avec les enquêteurs afin de déterminer la peine la plus adaptée au crime commis.
- Prêter assistance aux services étrangers dans le cadre de la coopération internationale et favoriser le transit de l'information en matière de criminalité à destination de l'étranger.
- Centraliser et répertorier les renseignements pouvant faciliter la recherche, la prévention des infractions en matière de lutte contre le trafic illicite des produits stupéfiants.
- Produire du renseignement stratégique, tactique ou opérationnel en vue d'orienter l'action des services d'enquête dans l'étude des phénomènes des trafics d'armes, de véhicules et la délinquance d'appropriation.
- Gérer des épisodes de crise dans un univers chaotiques et perturbé en mobilisant des connaissances pour l'action dans les secteurs sécurité, défense, renseignement, criminologie, cybermenaces, crises afin de répondre aux besoins des services compétents de l'État.
- Intégrer ou créer des réseaux de partenaires afin de développer des actions partenariales, en veillant à leur pertinence et à leur mise en œuvre dans le but de réaliser une prise en charge globale et intégrée des populations concernées.
- Assurer le suivi des condamnés et vérifier s'ils respectent les conditions qui leur ont été imposées à l'aide d'entretiens individuels afin d'évaluer leur situation globale et leurs besoins et de leur proposer des réponses appropriées, des modalités de suivi et/ou des orientations vers d'autres spécialistes ou partenaires.
- Orienter les personnes vers des partenaires relais (conseillers d'insertion et de probation, psychologue, centres de santé mentale, centres d'aide sociale,) afin de répondre à leurs besoins de réinsertion et de resocialisation.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

8020Z - Activités liées aux systèmes de sécurité

8030Z - Activités d'enquête

- 8423Z - Justice
- 8424Z - Activités d'ordre public et de sécurité
- 8422Z - Défense
- 6209Z - Autres activités informatiques
- 6311Z - Traitement de données, hébergement et activités connexes

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Conseiller en comportement humain
- Victimologue
- Chargé de projet analyste de risques cybersécurité
- Conseiller en aide aux victimes
- Conseiller en réinsertion
- Analyste
- Chargé de sécurité

Emplois/métiers accessibles sur concours :

- De la sécurité intérieure et extérieure (DGSI, DGSE) (cat A) : analystes-enquêteurs, responsable d'exploitation et de diffusion du renseignement, Conseiller technique cyberdéfense)
- De la fonction publique d'État (catégorie A) dans les secteurs du droit public, des sciences économiques, des sciences politiques, complété par une expérience professionnelle auprès de l'administration de tutelle : personnels d'encadrement et de direction des services de police, de gendarmerie, de l'administration pénitentiaire, du renseignement, de la justice
- Agent Spécialisé de la Police Technique et Scientifique (ASPTS)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Non-attractivité salariale, Intensité d'embauche, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	2 456 €
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) M2X93 — Experts et consultants en systèmes d'information · tension 5/5 (Très élevée) T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	35 077
Jugés difficiles à recruter	45 %
Emplois saisonniers	17 %

Familles professionnelles (FAP)

G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel
H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel
L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques
L5X93 — Chargés d'études socio-économiques
M2X93 — Experts et consultants en systèmes d'information
T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition définie par le Code de l'éducation : article L613-4 modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 78

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	10 205 €
Selon la branche	7 000 € – 12 000 €
Prise en charge	Branches concernées
10 205 €	Valeur par défaut · 208 branches
12 000 €	CPNE Travail Temporaire, CPNEF de la Publicité, CPNEF de la presse et des agences de presse, CPNEFP de l'enseignement privé indépendant
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/08/2028
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF
<https://www.cnam.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/37551/>

Où se former

Formations référencées	3
------------------------	---

Organismes	1
Régions couvertes	0
Prix indicatif	990 € – 14 080 €

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	10
Parcours menés à terme	8
Taux d'achèvement	80 %
Période	09/2023 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	10
Montant total engagé	39 930 €
Coût moyen par dossier	3 993 €
Durée moyenne	266 h
Période	08/2023 – 08/2026
France compétences	57 %
Reste à charge titulaire	28 %
France Travail	14 %
Compte d'engagement citoyen	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.